EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIÈRE SECTION

DÉCISION

Requête n° 35063/12
Antonio PERRI et autres
contre l'Italie
(voir tableau en annexe)

La Cour européenne des droits de l'homme (première section), siégeant le 25 août 2022 en un comité composé de :

Krzysztof Wojtyczek*, président,*
Erik Wennerström*,*
Lorraine Schembri Orland*, juges,*

et de Viktoriya Maradudina, *greffière adjointe de section f.f.*,

Vu la requête susmentionnée introduite le 28 mai 2012,

Vu les déclarations formelles d'acceptation d'un règlement amiable de cette affaire pour une partie de requérants et la déclaration du gouvernement défendeur invitant la Cour à rayer la requête du rôle concernent un des requérants,

Après en avoir délibéré, rend la décision suivante :

FAITS ET PROCÉDURE

La liste des requérants se trouve dans le tableau joint en annexe.

Les requérants ont été représentés devant la Cour par M^e^ N. Raffaelli, avocat exerçant à Catanzaro.

Les griefs que les requérants tiraient de l'article 6 § 1 de la Convention et de l'article 1 du Protocol n° 1 à la Convention, concernant l'application de l'article 1 de la loi n° 266 de 2005 à des procédures pendantes devant les juridictions civiles introduites par les requérants ou leur ascendants ou conjoints, ont été communiqués au gouvernement italien (« le Gouvernement »).

La Cour a reçu les déclarations de règlement amiable, signées par le Gouvernement et par les requérants indiqués dans le tableau joint en annexe aux n^os^ 1 à 37, en vertu desquelles les requérants acceptaient de renoncer à toute autre prétention à l'encontre de l'Italie à propos des faits à l'origine de cette requête, le Gouvernement s'étant engagé à leur verser les sommes

reproduites dans le tableau joint en annexe. Ces sommes seront versées dans un délai de trois mois à compter de la date de la notification de la décision de la Cour. Si elles n'étaient pas versées dans ce délai, le Gouvernement s'engage à les majorer, à compter de l'expiration du délai et jusqu'au règlement, d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage. Le paiement vaudra règlement définitif de cette partie de l'affaire.

À l'issue de négociations en vue d'un règlement amiable qui se sont révélées infructueuses, le Gouvernement a avisé la Cour qu'il proposait de prononcer une déclaration unilatérale en vue de régler les questions soulevées par les griefs du requérant Giovanni Ferrajuolo (nº 38 dans le tableau joint en annexe). Cette déclaration est parvenue à la Cour le 5 juillet 2021.

Le Gouvernement reconnaît qu'il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention et de l'article 1 du Protocol nº 1 à la Convention. Il offre de verser au requérant 5 564,11 euros (EUR) à titre de dédommagement. Le Gouvernement invite la Cour à rayer cette partie de la requête du rôle conformément à l'article 37 § 1 c) de la Convention. Cette somme sera payable dans un délai de trois mois à compter de la date de la notification de la décision de la Cour. Si elle n'était pas versée dans ce délai, le Gouvernement s'engage à la majorer, à compter de l'expiration du délai et jusqu'au règlement, d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage. Le paiement vaudra règlement définitif de cette partie de l'affaire.

Les termes d'une déclaration unilatérale ont été transmis au requérant plusieurs semaines avant la date de cette décision. La Cour n'a pas reçu de réponse du requérant indiquant qu'il acceptait les termes de la déclaration.

EN DROIT

La Cour prend acte de l'accord intervenu entre le Gouvernement et les requérants indiqués dans le tableau joint aux nos 1 à 37. Elle considère que cet accord repose sur le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses Protocoles et ne voit pas de raison qui exigerait qu'elle poursuive l'examen de la partie de la requête concernée. Compte tenu de ce qui précède, il y a lieu de rayer cette partie de la requête du rôle conformément à l'article 39 de la Convention.

En ce qui concerne le requérant Giovanni Ferrajuolo (nº 38 dans le tableau joint en annexe), la Cour rappelle que l'article 37 § 1 c) de la Convention lui permet de rayer une affaire du rôle si :

> « (...) pour tout autre motif dont [elle] constate l'existence, il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête ».

Ainsi, en vertu de cette disposition, la Cour peut rayer des requêtes du rôle sur le fondement d'une déclaration unilatérale du gouvernement défendeur, même si les requérants souhaitent que l'examen de leur affaire se poursuive (voir, en particulier, l'arrêt *Tahsin Acar c. Turquie* (question préliminaire) [GC], nº 26307/95, §§ 75-77, CEDH 2003-VI).

La jurisprudence de la Cour en matière de procès équitable et du principe de la prééminence du droit, consacrés par l'article 6 § 1 de la Convention et par l'article 1 du Protocol nº 1 à la Convention, est claire et abondante (voir, par exemple, *Agrati et autres c. Italie*, nos 43549/08 et 2 autres, 7 juin 2011).

Eu égard aux concessions que renferme la déclaration du Gouvernement, ainsi qu'au montant de l'indemnisation proposée (montant qui est conforme à celui alloué dans des affaires similaires), la Cour estime qu'il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête concernant Giovanni Ferrajuolo, destinataire d'une déclaration unilatérale (article 37 § 1 c)).

En outre, à la lumière des considérations qui précèdent, la Cour estime que le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses Protocoles n'exige pas par ailleurs qu'elle poursuive l'examen de cette partie de la requête (article 37 § 1 in fine).

Enfin, la Cour souligne que, dans le cas où le Gouvernement ne respecterait pas les termes de sa déclaration unilatérale, la requête, concernant le requérant indiqué ci-dessus, pourrait être réinscrite au rôle en vertu de l'article 37 § 2 de la Convention (*Josipović c. Serbie* (déc.), nº 18369/07, 4 mars 2008).

Compte tenu de ce qui précède, il y a lieu de rayer du rôle la requête concernant le requérant Giovanni Ferrajuolo (nº 38 dans le tableau joint en annexe) comme étant destinataire d'une déclaration unilatérale.

Concernant les requérants Eugenio Luigi Lostumbo, Maria Carmela Lucisano, Carmela Marino, Italo Stefanelli (indiqués dans le tableau joint en annexe aux nos 39 - 42), la Cour constate, au vu de l'ensemble des éléments en sa possession, qu'ils n'ont pas repris la procédure devant la cour d'appel compétente à la suite du renvoi de la Cour de cassation en application des principes établis par l'arrêt de la CJUE nº C-108/10, du 6 septembre 2011. Il s'ensuit que cette partie de la requête est irrecevable en raison du non-épuisement des voies de recours internes, en application de l'article 35 §§ 1 et 4 de la Convention.

Par ces motifs, la Cour, à l'unanimité,

Prend acte de l'accord intervenu entre le Gouvernement et les requérants indiqués dans le tableau joint aux nos 1 à 37, considère que cet accord repose sur le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses Protocoles et ne voit pas de raison qui exigerait qu'elle poursuive l'examen de la requête, pour les requérants concernés ;

Décide de rayer cette partie de la requête du rôle conformément à l'article 39 de la Convention ;

Prend acte des termes de la déclaration du gouvernement défendeur pour ce qui est des griefs du requérant Giovanni Ferrajuolo (nº 38 dans le tableau en annexe), et des modalités prévues pour assurer le respect des engagements ainsi pris ;

Décide de rayer cette partie de la requête du rôle en vertu de l'article 37 § 1 c) de la Convention ;

Déclare la requête irrecevable pour le surplus.

Fait en français puis communiqué par écrit le 15 septembre 2022.

Viktoriya Maradudina Greffière adjointe f.f.	Krzysztof Wojtyczek Président

ANNEXE

Requête concernant des griefs tirés de l'article 6 § 1 de la Convention et de l'article 1 du Protocole n° 1 à la Convention (intervention législative en cours de procédure)

N°	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Date de réception de la déclaration du Gouvernement	Date de réception de la déclaration du requérant	Montant alloué pour dommage matériel et moral par requérant / foyer (en euros)[1]	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros)[2]
1.	35063/12 28/05/2012	**Antonio PERRI** 1953	Raffaelli Natalina Catanzaro	18/01/2022	18/01/2022	17 076,49	-
2.		**Vincenzo PALLERIA** 1954		16/06/2022	06/06/2022	23 000,00	214,28
3.		**Felice RENNE** 1986 **Angelino RENNE** 1988 **Loredana CANTAGALLI** 1964 (Héritiers de Domenico RENNE, décédé avant l'introduction du recours)		18/01/2022	18/01/2022	19 278,51 (un foyer)	-
4.		**Nicola SCHIPANI** 1957		16/06/2022	06/06/2022	8 000,00	214,28
5.		**Antonio Bruno MANNO** 1953 Décédé en 2022		22/06/2022	06/06/2022	8 000,00 (un foyer)	214,28

N°	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Date de réception de la déclaration du Gouvernement	Date de réception de la déclaration du requérant	Montant alloué pour dommage matériel et moral par requérant / foyer (en euros)[1]	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros)[2]
		Héritiers : **Rosaria OMUNGOLO** 1948 **Maria MANNO** 1975 **Concetta MANNO** 1976					
6.		**Ilde MIRTO** 1936		18/01/2022	18/01/2022	9 665,45	-
7.		**Antonietta MASCIARI** 1947		16/06/2022	06/06/2022	15 000,00	214,28
8.		**Antonino FOGLIA** 1945 Décédé en 2020 **Héritiers :** **Giulia FOGLIA** 1972 **Vincenzo FOGLIA** 1973		18/01/2022	18/01/2022	18 529,36 (un foyer)	-
9.		**Antonio SACCO** 1962		18/01/2022	18/01/2022	23 626,87	-

N°	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Date de réception de la déclaration du Gouvernement	Date de réception de la déclaration du requérant	Montant alloué pour dommage matériel et moral par requérant / foyer (en euros)[1]	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros)[2]
10.		**Elisabetta PALAIA** 1956		16/06/2022	06/06/2022	20 000,00	214,28
11.		**Angela MUSCIMARRO** 1943		18/01/2022	18/01/2022	7 675,78	-
12.		**Francesco MORABITO** 1966 Décédé en 2021 **Héritiers :** **Agata BARRECA** 1944 **Carmen MORABITO** 1973 **Maria Giovanna MORABITO** 1967		18/01/2022	18/01/2022	25 082,82 (un foyer)	-
13.		**Nicola LOMBARDO** 1947		18/01/2022	18/01/2022	24 944,29	-
14.		**Ada LEUZZI** 1954		18/01/2022	18/01/2022	6 877,81	-
15.		**Maria CHIARELLA** 1949		18/01/2022	18/01/2022	25 767,11	-
16.		**Mario BATTAGLIA** 1953		16/06/2022	06/06/2022	3 000,00	214,28

N°	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Date de réception de la déclaration du Gouvernement	Date de réception de la déclaration du requérant	Montant alloué pour dommage matériel et moral par requérant / foyer (en euros)[1]	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros)[2]
17.		**Giovanni CRITELLI** 1959		18/01/2022	18/01/2022	26 561,82	-
18.		**Umberto LUCIA** 1938		18/01/2022	18/01/2022	9 263,51	-
19.		**Nicola GARCEA** 1947		18/01/2022	18/01/2022	15 624,27	-
20.		**Teodoro CHIARAVALLOTI** 1941		16/06/2022	06/06/2022	10 000,00	214,28
21.		**Rosaria Anna NANIA** 1955		18/01/2022	18/01/2022	21 569,06	-
22.		**Marisa Adelaide GENTILE** 1942		18/01/2022	18/01/2022	17 471,28	-
23.		**Franco TRAPASSO** 1956		16/06/2022	06/06/2022	10 000,00	214,28
24.		**Filippo BRUNO** 1954		16/06/2022	06/06/2022	10 000,00	214,28
25.		**Franco MANCUSO** 1946		16/06/2022	06/06/2022	12 000,00	214,28
26.		**Antonio SCALZO** 1938		18/01/2022	18/01/2022	15 740,25	-

N°	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Date de réception de la déclaration du Gouvernement	Date de réception de la déclaration du requérant	Montant alloué pour dommage matériel et moral par requérant / foyer (en euros)[1]	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros)[2]
27.		**Aldo COSENTINO** 1940		03/02/2022	02/02/2022	2 071,96	-
28.		**Vitaliano CANDELIERE** 1965		03/02/2022	02/02/2022	14 825,11	-
29.		**Rosario SIA** 1956		16/06/2022	06/06/2022	12 000,00	214,28
30.		**Martino IULIANO** 1947		16/06/2022	06/06/2022	10 000,00	214,28
31.		**Antonio SIVORI** 1960		16/06/2022	06/06/2022	10 000,00	214,28
32.		**Vincenzo URSANO** 1949		16/06/2022	06/06/2022	9 000,00	214,28
33.		**Pasquale LEDONNE** 1960		18/01/2022	18/01/2022	20 085,24	-
34.		**Pietro CATIZONE** 1945		18/01/2022	18/01/2022	18 466,32	-
35.		**Evelino TOZZO** 1959		18/01/2022	18/01/2022	27 655,16	-

Nº	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Date de réception de la déclaration du Gouvernement	Date de réception de la déclaration du requérant	Montant alloué pour dommage matériel et moral par requérant / foyer (en euros)[1]	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros)[2]
36.		**Maria Pia MAZZEI** 1952 **Nicola GARISTO** 1991 **Manuela GARISTO** 1987 **Nicoletta GARISTO** 1989 (Héritiers de Bruno GARISTO, décédé avant l'introduction du recours)		18/01/2022	18/01/2022	35 334,65 (un foyer)	-
37.		**Vitaliano SACCA'** 1949		18/01/2022	18/01/2022	22 022,89	-
38.		**Giovanni FERRAJUOLO** 1955		05/07/2021	-	5 564,11	-
39.		**Eugenio Luigi LOSTUMBO** 1954		-	-	-	-
40.		**Maria Carmela LUCISANO** 1955		-	-	-	-
41.		**Carmela MARINO** 1958		-	-	-	-

N°	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Date de réception de la déclaration du Gouvernement	Date de réception de la déclaration du requérant	Montant alloué pour dommage matériel et moral par requérant / foyer (en euros)[1]	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros)[2]
42.		**Italo STEFANELLI** 1954		-	-	-	-

[1] Plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt par la partie requérante.
[2] Plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt par la partie requérante.